

Politique

Première phase des sondages d'opinion sur l'élection présidentielle du 28 juillet 2013 : Trois candidats déterminants: IBK (38,90%); Soumaïla Cissé (13,52%) ; Dramane Dembélé (9,54%) La grande majorité (83%) de la population opte pour la libération de Kid

Le sondage d'opinion que nous vous proposons dans cette édition a été réalisé par Sidiki Guindo, ingénieur statisticien économiste, ancien élève des Ecoles des statistiques et d'Economie Appliquée d'Afrique, qui s'est forgé une réputation en la matière au cours des dernières années. L'enquête s'est déroulée du 10 au 12 mai 2013 et a concerné un échantillon de 2 600 individus de 18 ans et plus dans quatre villes : Bamako, Ségou, Sikasso et Koutiala, qui renferment la partie substantielle de l'électorat malien. Ces villes servent de zone test pour les autres phases à venir. Aussi le score obtenu dans ces villes peut être un bon estimateur du score national pour les grands partis. 81,95% des enquêtés se disent prêts à aller voter. En termes de rang, selon les intentions de vote exprimées, le candidat du RPM, Ibrahim Boubacar Keïta, vient en première position, celui de l'URD, Soumaïla Cissé occupe la deuxième place. Enfin la troisième place est occupée par le candidat de l'ADEMA, Dramane Dembélé. En terme de score, IBK a entre 35,7% et 42,1% (avec une moyenne de 38,9%); Soumaïla Cissé entre 10,4% et 15,4% (avec une moyenne de 13,5%), Dramane Dembélé entre 6,1% et 11,7% (avec une moyenne de 9,5%).

Source: L'Indépendant

Elections 2013 : PETIT GUIDE DE REMISE DE LA CARTE NINA

La procédure est stricte et respecte des impératifs comme la remise individuelle et physique et l'assurance de la traçabilité du document. Les préfets des régions de Kayes et de Koulikoro et le gouverneur du district de Bamako étaient en formation la semaine dernière au gouvernorat du district sur la procédure de remise de la carte NINA. Le chef de la Cellule d'appui au processus électoral (CAPE), Issa Tieman Diarra, a fourni à l'occasion plus de détails et de précisions sur la procédure de remise de la carte NINA.

Source : Essor

L'ancien Premier ministre malien, Modibo Sidibé reçu par Alassane Ouattara

Côte d'Ivoire - L'ancien Premier ministre malien, Modibo Sidibé a été reçu mardi à Abidjan par le Chef de l'Etat ivoirien, Alassane Ouattara, par ailleurs président en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Les deux hommes ont fait un tour d'horizon de l'actualité sous régionale, notamment la crise malienne pour laquelle toute la communauté internationale se mobilise. Modibo Sidibé, ancien Premier ministre du Président déchu, Amadou Toumani Touré, est candidat à la présidentielle du 28 juillet prochain au Mali. Ses partisans, ont récemment créé un nouveau parti, les "FARE" (Forces alternatives pour le renouveau et l'émergence). La Conférence des donateurs réunis à Bruxelles a promis le mercredi dernier, la mobilisation d'un montant global de 3,2 milliards d'euros (plus de 2000 milliards de FCFA) en vue du financement du plan de relance durable initié par le gouvernement malien en vue d'une sortie de crise dans le pays. L'organisation des élections présidentielles fixées au 28 juillet prochain et la restauration des infrastructures de base (école, santé, eau, électricité,...) ainsi que la sécurité, sont des défis majeurs à relever par le gouvernement intérimaire du Mali. Le déploiement de la mission des Nations Unies au Mali est prévu à partir du 1er juillet prochain.

Source: APA

Présidentielle de Juillet 2013 / SADI a choisi le Dr Oumar Mariko pour défendre ses couleurs

Le Parti Solidarité Africaine pour la Démocratie et l'Indépendance (SADI) a tenu la 5ème session de son Comité Central les 18 et 19 mai 2013 dans la salle Lamissa Bengaly, à Sikasso. Après avoir désigné Dr Oumar Mariko comme le candidat du parti à l'élection de juillet 2013, le parti SADI a exigé l'organisation des élections transparentes, libres, démocratiques, crédibles sur toute l'étendue du territoire sous le contrôle exclusif des autorités administratives et sécuritaires du Mali.

Source: Le républicain mali

Gouvernement

LE DEFI DE LA RECONCILIATION ET DE LA RECONSTRUCTION POST-CONFLIT

Le ministre délégué auprès du ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de l'Aménagement du territoire, chargé de la Décentralisation et de l'Aménagement du territoire, Abdourahamane Oumar Touré, a présidé hier la cérémonie d'ouverture de l'atelier de réflexion et de partage d'informations sur la réconciliation et la reconstruction post-conflit de la zone du Gourma malien. La cérémonie s'est déroulée au Centre international de conférence en présence de membres du gouvernement, d'ambassadeurs et de représentants des organisations internationales. Dans son intervention, le chef du projet « Initiative pour les éléphants du Gourma », Suzanne Canney, a expliqué que c'est un sujet qui préoccupe tous les Maliens, tous les amis du Mali et les environnementalistes connaissant les régions touchées. Il s'agit du conflit armé qui secoue les parties nord du territoire malien depuis plus d'un an. Ce conflit déstabilise les fragiles équilibres antérieurs et bouleverse l'environnement économique et les équilibres sociaux et politiques des régions touchées.

Source : Essor

Actualités

Coopération multilatérale : «L'UE reste aux côtés du Mali»

Ces propos sont du secrétaire général adjoint du service européen d'action extérieure de l'Ue, Maciej Popowski, qui effectuait une visite de 24 heures au Mali. Il a co-animé samedi après-midi une conférence de presse à l'hôtel Nord-Sud, avec le chef d'état-major du comité militaire de l'Ue, le général Patrick de Rousiers, membre de sa délégation, en présence de François Lecointre, commandant de l'EUTM, du chef de la délégation de la Commission de l'Union européenne au Mali, Richard Zink. Selon M. Popowski, qui faisait le point de sa visite au Mali, a affirmé que celle-ci visait deux objectifs : le contact politique avec les autorités maliennes, et une rencontre avec les instructeurs de l'Eutm à Koulikoro. Suivant ses propos, sa délégation a pu rencontrer le Premier ministre Diango Cissoko et le ministre de la Défense Yamoussa Camara. Il a été surtout question lors ces échanges, de l'organisation des élections, pour lesquelles l'Ue compte déployer une mission d'observation ; du dialogue et de la réconciliation dans notre pays.

Source: Le Reporter

Négociations avec le MNLA : Le retour en arrière

Nous ne comprenons pas ce qu'il faut discuter avec le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA). Nous ne comprenons pas aussi avec quels cadres du MNLA, il faut discuter dans la mesure où la plupart de ces leaders sont sous le coup d'un mandat d'arrêt international. Il ne faut pas que les Maliens se trompent. Tout ce qui se passe aujourd'hui concernant notre pays et particulièrement la situation de Kidal est une chose tramée par la France avec ses secondes mains dans notre pays et dans la sous-région. Le président ATT n'est pas parti. Sa tête est là et seuls ses pieds sont à Dakar au Sénégal. Discuter avec le MNLA, figure déjà sur la Feuille de route conçue par la France et remise aux députés du président ATT à l'assemblée nationale. Nous disons bien les députés d'ATT et non du peuple malien car c'est le président ATT qui les a nommés pour ses propres besoins. Voter toutes les lois sans murmure. Ces députés et le staff de leur exécutif de transition ne peuvent rien opposer à la France. Il faut reconnaître que notre pays a perdu sa souveraineté depuis le coup d'Etat de novembre 1968.

SOURCE: Inter De Bamako

Economie

Relance de l'économie : LES BTP EN LOCOMOTIVE ?

C'est le souhait de ce secteur particulièrement éprouvé par la crise et qui, par son potentiel, se situe au cœur de la reprise « Quand le BTP va, tout va » dit l'adage dont le contraire se vérifie aussi, notamment dans notre pays. En effet, la grave crise sécuritaire et institutionnelle que notre pays connaît depuis le coup d'Etat du 22 mars 2012, a profondément ébranlé son économie. La quasi-totalité des secteurs d'activité ont été touchés à divers degrés. Parmi les plus atteints, le tourisme, le bâtiment et les travaux publics (BTP), le transport aérien qui se sont effondrés tandis que l'industrie, le commerce et les services se retrouvaient à genoux.

Le secteur des BTP a donc été profondément affecté par la crise. 90% des entreprises de BTP ont ainsi fermé ou se sont retrouvés en cession d'activité depuis le coup d'Etat. Pire, ce secteur a assisté impuissant surtout au Nord sous occupation des terroristes, à la destruction d'infrastructures et d'outils de travail. Ce secteur a-t-il aujourd'hui les moyens rebondir ? C'est la réflexion à laquelle le monde du bâtiment et des travaux publics s'est soumis le week-end passé à l'invitation du Conseil national du patronat (CNP).

Source : Essor

Lancement hier des travaux du processus budgétaire 2014 : Un avant-projet de budget axé sur les priorités de l'Etat attendu

La Direction générale du budget organise, depuis hier lundi 20 mai, à l'hôtel Salam, l'atelier national de lancement des travaux du processus budgétaire 2014. L'ouverture de cette importante rencontre était présidée par le ministre délégué auprès du ministre de l'Economie, des finances et du budget, Marimpa Samoura, en présence du Directeur général du budget, du Vérificateur général ainsi que des responsables des services financiers et de l'assiette de l'Etat. Il est attendu de cette concertation de deux jours un avant-projet de budget 2014 reflétant les priorités de l'Etat et un document budgétaire dont la lisibilité sera substantiellement améliorée.

Source: L'Indépendant

Société

Eau, hygiène et assainissement : DES EQUIPEMENTS POUR LES ECOLES DE BANDIAGARA

La cour du Centre d'animation pédagogique (CAP) de Bandiagara a accueilli la cérémonie de remise de kits d'hygiène et d'assainissement aux écoles de la commune urbaine de Bandiagara. Il s'agit des écoles Mamadou Tolo (A, B, C, D, E), Alpha Aly Seck (A et B) et Ouro Gondo. Ce geste est à mettre à l'actif du projet « Gouvernance, Eau, Hygiène et Assainissement » financé par l'ONG Dubai CARE et exécuté par CARE International et l'ONG nationale GAAS Mali (Groupe d'animation action au Sahel Mali).

Source : Essor

La police et la protection civile à Tombouctou

La police et la protection civile ont désormais des unités détachées dans la ville de Tombouctou. Ces deux unités vont travailler en plus de la gendarmerie pour la sécurisation des personnes et de leurs biens. Le gouverneur de la région de Tombouctou, le colonel Mamadou Mangara, a rendu visite à ces unités pour leur prodiguer des conseils. Il a fait savoir qu'une partie de ces éléments sera déployée dans certains cercles de la région, mais également dans des grandes communes qui tiennent des foires hebdomadaires importantes. Ainsi donc, la police et la protection civile font leur retour dans la Cité des 333 Saints.

Source: Le Reporter

Education

Le ministre Moussa Bocar Diarra: » Tout est fin prêt pour que les épreuves se tiennent dans les conditions normales »

Les examens de fin d'année scolaire 2013 se tiendront au mois de juin sur l'ensemble du territoire national. C'est du moins l'information donnée par le ministre de l'Education de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales, Moussa Bocar Diarra. C'était lors d'une conférence de presse tenue le samedi 18 mai à la maison de la presse. Les élèves ouvrent le bal avec le Certificat d'aptitude professionnel à partir du 3 juin suivi par le Diplôme d'études fondamentales le 5 juin. Le Baccalauréat se déroulera à partir du 13 juin. Quant aux épreuves du Brevet de technicien et des instituts de formation de maître elles boucleront la boucle du 17 au 21 juin. Au DEF ils sont environ 218 757 candidats contre 204 957 en 2012. Pour le Bac l'effectif est de 112 503 contre 99 246 en 2012. En ce qui concerne le Cap ils sont 15 796 candidats en lice. Environ 57 475 prétendants passeront les examens des BT1 et BT2. Pour la sécurisation des examens, 5477 agents de sécurité seront réquisitionnés pour dissuader les fraudeurs. Le ministre de l'Éducation, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales, Bocar Moussa Diarra de rappeler que les examens de 2013 sont organisés dans un contexte politique, sécuritaire et financier peu ordinaire. D'après lui, les élections présidentielles prévues au mois de juillet 2013, l'insécurité qui sévit dans les régions du nord du Mali sont des problèmes réels dont les solutions nécessitent des efforts humains et financiers colossaux.

Tenant compte de tous ces paramètres, le ministère a pris des mesures pour que le calendrier des examens ne perturbe pas celui des élections prévues en juillet prochain. Par ailleurs il annoncera l'organisation d'une session spéciale pour donner plus de chance de réussite aux candidats des régions du nord Mali dont les programmes n'ont pu être achevés. En plus ces candidats bénéficieront de cours de remédiation pour approfondir leurs connaissances. D'ores et déjà, les décisions portant création des centres d'examen ont été signées et ventilées. Et l'acheminement des matériels d'examen est en cours pour le bon déroulement des épreuves. De même le ministre a précisé que des rencontres ont été organisées entre les directeurs d'Académie et les autres partenaires de l'école au niveau déconcentré dans le but de les informer et les sensibiliser en vue de moraliser davantage les examens.

Source: L'Indépendant

Sports

Aigles : A QUEL JEU JOUE PATRICE CARTERON ?

Selon la presse française, le technicien a signé en faveur du Tout Puissant Mazembé de Lubumbashi dimanche dernier. Mais pour la Fédération malienne de football, Carteron est et reste l'entraîneur de la sélection nationale. Décryptage «Jusqu'à preuve du contraire, la Fédération malienne de football considère Patrice Carteron comme l'entraîneur des Aigles. Même ce matin (hier, ndlr) il nous a appelés pour faire le point sur les préparatifs du match amical que la sélection nationale doit livrer samedi contre une équipe française en France». Ces propos du président de la Fédération malienne de football (FEMAFOOT), Hammadoun Kollado Cissé sont sans équivoque. Jusqu'à preuve du contraire, ajoute-t-il, Patrice Carteron est et reste l'entraîneur des Aigles du Mali. Pourtant, depuis dimanche, plusieurs médias internationaux dont Radio France Internationale (RFI) et l'Agence France Presse (AFP) assurent que le technicien français s'est engagé avec le club le plus populaire de la RD Congo, le Tout Puissant Mazembé de Lubumbashi. «Le Mali va devoir trouver un autre entraîneur parce que Patrice Carteron vient de s'engager avec le Tout Puissant Mazembé de Lubumbashi», affirmait hier RFI.

Source : Essor

Athlétisme, tournoi de la Solidarité : LE MALI CONFIRME SA SUPREMATIE

Le Mali a remporté haut la main la 21^e édition du tournoi de la Solidarité qui s'est déroulée du 17 au 19 mai dernier au stade du 26 Mars. Pour la 4^e fois consécutive, nos athlètes s'imposent dans la compétition. Notre pays s'est classé premier avec 403,5 points devant le Burkina Faso qui a totalisé 317,5 points. Le Togo complète le podium avec 230 points, tandis que le Niger (140 pts) ferme la marche. Au classement masculin, le Mali est premier avec 207 points, devant le Togo (148 pts) et le Burkina Faso (145 unités). Le Niger (83 pts) est 4^e. Chez les Dames également, les athlètes se sont hissés sur la première marche du podium avec 196,5 points. Les deuxième et troisième places sont revenues, respectivement au Burkina Faso (172,5pts) et au Togo (82 pts). Quant au Niger, il s'est classé 4^e avec 57 unités. Présidée par le ministre de la Jeunesse et des Sports Hameye Founé Mahamadane, cette 21^e édition du tournoi de la Solidarité a regroupé 152 athlètes venus du Mali (50), du Burkina Faso (47), du Niger (26) et du Togo (29). Le tournoi de la solidarité est une compétition annuelle organisée par rotation entre les 5 pays membres. Cette année le Bénin a déclaré forfait.

Source : Essor

Divers

Un homosexuel adjoint d'un Imam chassé par les fidèles !

Dakar - Sur des airs d'un honnête homme, Babacar Sow, adjoint de l'Imam de la mosquée Serigne Mansour Sy de Guédiawaye (banlieue dakaroise) a réussi à vivre jusque-là son homosexualité en cachette. Etranger au quartier Adama Diop, l'homosexuel avait réussi à gagner la confiance de l'Imam Sakho, le titulaire très connu pour sa pertinence et sa justesse, et dirigeait souvent les cinq prières, sauf la prière du vendredi «Pieux, sincère, courtois, correct et affable, M. Sow a fait ses études à Tivaouane, fief de la Tidianiya et avait une parfaite maîtrise du coran», décrit notre source. L'adjoint spécial de l'Imam avait été mis à nu il y a de cela juste une semaine, lorsque son partenaire avec qui il partageait la même maison, avait décidé de rompre le silence, conduisant ainsi au bord de la mer l'Imam titulaire à qui il racontera tout. Adeptes de l'homosexualité, Babacar Sow utilisait du lait de vache et des incantations pour atteindre sa cible. Les jeunes du quartier en furie contre le «faux Imam» se sont agités pour le corriger, mais c'était sans compter la détermination de l'Imam Sakho, qui leur a demandé en responsable de se calmer, pour qu'il règle la

situation. Chassé par les fidèles, Babacar Sow dont l'épouse avait quitté après l'avoir soupçonné d'homosexualité avant l'éclatement de cette affaire, prend ses bagages nuitamment pour se fondre dans la nature.

Source: Koaci.com

Rumeurs

Encore une bourde du président de la transition malienne : Dioncounda Traoré fâche la délégation sénégalaise

Pour avoir superbement ignoré son voisin sénégalais dans son discours à Bruxelles le 16 mai dernier, le professeur Dioncounda Traoré est aujourd'hui décrié à Dakar. Gorgui n'a pas apprécié. Pas du tout ! Le chef de l'Etat malien, Dioncounda Traoré (d), et le président de la Commission européenne, Jose Manuel Barroso (g), le 14 mai 2013 à Bruxelles © AFP A la faveur de la conférence internationale des donateurs pour le Mali à Bruxelles, le président malien par intérim a vigoureusement remercié les pays donateurs pour leur promesse portant sur 3,25 milliards d'euros (plus de 2000 milliards F CFA) en faveur du Mali Tous les généreux donateurs ont été, en effet, par lui remerciés, hormis le Sénégal. Réaction d'un membre de la délégation de ce pays conduite par son premier ministre Abdoul Mbaye: «Le chef d'Etat malien n'a nullement cité le Sénégal parmi les pays qui interviennent actuellement dans son territoire. Pourtant, M. Traoré a tressé des lauriers à tous les pays qui prennent part à la Mission internationale de soutien au Mali, sauf le Sénégal... Comment le président malien peut-il faire table rase de tous les efforts du Sénégal dans la résolution de la crise malienne ? C'est un sentiment de frustration qui anime tous les membres de la délégation, surtout que le PM Abdoul Mbaye a fait un discours formidable». Rappelons qu'en plus d'être donateur, le Sénégal a, en outre envoyé au Mali des soldats dans le cadre de la MINUSMA. A Dakar, on évoque même le risque d'incident diplomatique entre les deux pays (Sénégal – Mali). L'attitude de Dioncounda Traoré est en effet diversement interprétée. Son «oubli» serait-il délibéré et cachant un message à l'intention du président Macky Sall lequel, on le sait, a offert asile au président déchu Amadou Toumani Touré ? Le président malien par intérim n'est pas à sa première bourde. Au mois de mars dernier, il «oubliait» de remercier les autorités Tchadiennes et de convoier officiellement les dépouilles des militaires tués au combat. Il se racheta un mois plus tard en effectuant une «visite de travail» à Ndjamena. Se rendra-t-il, cette fois-ci à Dakar ? La réaction du gouvernement sénégalais, est, en tout état de cause, approprié et conforme au principe de bon voisinage. A Dioncounda Traoré d'en tirer les conséquences.

SOURCE: Maliba Info

Etranger

L'extradition de Patrice Talon vers le Bénin suspendue à la décision de la cour d'appel de Paris

Ce mercredi 22 mai, la cour d'appel de Paris rend son arrêt concernant la demande d'extradition de Patrice Talon par le Bénin. L'homme d'affaires, réfugié en France, est accusé d'être le cerveau d'une tentative d'empoisonnement du président béninois Thomas Boni Yayi. Vendredi dernier, le juge d'instruction béninois en charge de l'affaire a prononcé un non-lieu, mais le procureur et les avocats de l'Etat béninois ont fait appel.

Source : RFI

RDC : l'opposition constitue un front commun pour rencontrer Ban Ki-moon

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, est attendu ce mercredi 22 mai à Kinshasa, première étape d'une mini tournée qui le conduira ensuite à Entebbe. Il est accompagné de son compatriote coréen Jim Yong Kim, président de la Banque mondiale. Ban Ki-moon est très attendu par la classe politique congolaise et particulièrement par l'opposition. Les principaux partis d'opposition ont constitué, mardi 21 mai, un front commun pour le dialogue national. Sans traîner, l'opposition, désormais unie, a voté une motion demandant un rendez-vous ce mercredi avec Ban Ki-moon. L'opposition unie, c'est quasiment une première. Là, il s'agit de former un front commun pour aller au dialogue face au pouvoir.

Source : RFI